

Le projet de rationalisation du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat pour le meilleur service aux artisans

Synthèse

Etablissements publics administratifs gérés par des chefs d'entreprise élus par leurs pairs, les CMA se devaient de participer à l'effort de rationalisation imposé à toutes les structures de l'Etat, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

Depuis près d'un an, à travers de nombreux travaux et débats, les CMA ont construit avec sérieux et détermination un véritable *projet d'entreprise*, avec une double ambition : renforcer l'offre de services aux artisans et autres publics et adapter l'organisation des chambres.

Un projet répondant aux besoins des artisans et à l'aménagement des territoires

Il s'agit, à travers ce projet, de répondre à trois enjeux majeurs :

- le nécessaire accompagnement du secteur de l'artisanat et des entreprises artisanales qui évoluent dans un environnement complexe et en perpétuel changement : modes de consommation, réglementations, technologies nouvelles, développement durable ... ;
- des collaborations renforcées avec les collectivités territoriales et les pouvoirs publics pour pérenniser et développer le tissu économique artisanal sur l'ensemble des territoires ;
- une exigence de visibilité et de communication sur l'action des CMA pour mieux faire connaître leurs rôles et missions.

Un projet ambitieux résolument tourné vers l'avenir

Le projet repose sur trois piliers. Ils traduisent la volonté d'une efficacité et d'une cohérence accrues et une grande ambition pour le secteur de l'artisanat :

- un nouveau schéma d'organisation nationale du réseau, conjuguant d'une part une représentation politique et un service de proximité à l'entreprise sur l'ensemble des territoires, d'autre part la recherche de gains de productivité par la mutualisation des fonctions supports ;
- un contrat d'objectifs qualitatifs et quantitatifs au bénéfice du secteur de l'artisanat et de ses actifs ;
- un contrat de progrès interne au réseau, visant l'excellence et l'amélioration continue en termes de qualité des prestations fournies, de délais de réponse, de modernisation des outils.

Un nouveau schéma pour garantir le maximum d'efficacité, de cohérence et de performance

Le schéma global du réseau repose sur un tronc commun et sur deux modalités de mise en œuvre.

Le tronc commun comprend un renforcement du niveau régional, avec, à ce niveau :

- la définition de la politique de formation et de la politique économique ;
- la collecte de la taxe et du droit additionnel acquittés par les entreprises ;
- la mutualisation des fonctions supports, sauf celles traitées plus efficacement au niveau national.

Deux modalités d'organisation sont envisageables :

- une réorganisation sur une nouvelle répartition des compétences entre le niveau régional et départemental, avec un pôle départemental établissement public ;
- une organisation avec création d'une chambre de métiers et d'artisanat de région (CMAR), établissement public unique de région, regroupant les départements.

Ce schéma ouvre donc la possibilité pour chaque chambre, sur décision de son assemblée générale, d'opter pour la modalité d'organisation qui répond le mieux à son contexte local.

Une telle évolution du réseau des CMA imposera, en collaboration étroite avec les pouvoirs publics, une modification en profondeur des textes réglementaires régissant le fonctionnement et l'organisation des chambres et un calendrier adapté de mise en œuvre.

1- Répartition des rôles et missions

Le niveau départemental :

- des artisans élus par leurs pairs, avec à leur tête un président, pour représenter leurs intérêts dans chaque département ;
- le président et les élus départementaux interlocuteurs naturels des collectivités et administrations départementales ;
- le recueil des besoins et des préoccupations locales exprimés au niveau des bassins d'emplois ;
- la mise en œuvre opérationnelle des politiques régionales économiques et de formation ;
- les services formalités, apprentissage, conseil, formation initiale et continue, communication locale pour répondre à l'exigence impérative de proximité entre la CMA et ses différents publics ;
- une forte capacité d'initiative pour conduire des actions spécifiques, des expérimentations et des projets pilotes utiles aux entreprises et territoires, ainsi que pour développer des partenariats locaux ;
- un niveau départemental dégagé des contraintes administratives, qui sont autant que possible gérées au niveau régional ou national.

Le niveau régional :

- un président régional élu par l'assemblée générale ;
- la représentation des intérêts du secteur de l'artisanat auprès du Conseil régional, des services de l'Etat et de l'ensemble des structures régionales ;
- l'élaboration, les prises de décisions et la mise en œuvre des politiques régionales économiques et de formation ;
- l'ingénierie de projet pour les programmes de développement économique et de formation ;
- la gestion des fonctions supports regroupées : la paie, la comptabilité, les achats et marchés, la gestion des ressources humaines des services régionaux et des fonctions supports, le suivi administratif de l'ensemble des personnels avec un outil mutualisé, la communication ;
- la collecte des taxes acquittées par les entreprises,

Le niveau national

- la représentation des intérêts des entreprises artisanales au niveau national, européen et international ;
- le porte-parole de l'ensemble des chambres de métiers et de l'artisanat ;
- l'animation et la coordination du réseau ;
- un centre de ressources et d'expertise ;
- la gestion de fonctions supports mutualisées au niveau national : les services juridiques, le traitement des données statistiques et l'observation des entreprises, l'informatique, l'export et l'accompagnement des entreprises à l'international, et la communication sur l'action du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat.

2- Deux modalités de mise en œuvre dans chaque région

Nouvelle répartition des compétences avec un pôle départemental établissement public	Création d'une chambre de métiers et d'artisanat de région, regroupant les départements
<p><u>Organisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une chambre régionale de métiers et de l'artisanat (CRMA), établissement public, ▪ des chambres de métiers et de l'artisanat (CMA), établissements publics départementaux <p><u>Schéma d'organisation des services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ sous l'autorité du président de CRMA, le secrétaire général régional est responsable de l'organisation des services de la CRMA et des fonctions supports régionalisés, ▪ sous l'autorité du président de CMA, le secrétaire général est responsable de l'organisation des services départementaux <p><u>Schéma de gestion des ressources humaines</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le secrétaire général régional dirige l'ensemble des collaborateurs de la CRMA et ceux liés aux fonctions supports, ▪ le secrétaire général de la CMA dirige l'ensemble des collaborateurs liés aux services de proximité, et si nécessaire par délégation, les agents attachés à des fonctions supports localisés à la CMA <p><u>Schéma d'organisation financière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ collecte de la taxe pour frais et du droit additionnel par la CRMA, ▪ élaboration et suivi d'exécution par la CRMA du budget régional, ▪ affectation à chaque CMA de la taxe et du droit additionnel*, en fonction de leur taux respectif d'appel : <p>Il est souhaité une convergence des taux à l'horizon de 5 ans pour supprimer les écarts entre les départements,</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration et suivi par la CMA de l'exécution du budget départemental, ▪ Consolidation extracomptable par la CRMA des budgets départementaux <p><i>* les fonctions supports mutualisées sont financées avec une partie de la taxe et du droit additionnel perçu</i></p> <p><u>Incidences sur le patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ sans incidence sur le patrimoine 	<p><u>Organisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une chambre de métiers et de l'artisanat de région (CMAR), établissement public unique de région, ▪ des établissements départementaux intégrés dans l'établissement public unique <p><u>Schéma d'organisation des services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ sous l'autorité du président de CMAR, le secrétaire général régional est responsable de l'organisation des services dans l'ensemble des établissements de la région <p><u>Schéma de gestion des ressources humaines</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le secrétaire général régional dirige l'ensemble des collaborateurs de la CMAR, ▪ certaines responsabilités administratives et de gestion du personnel peuvent être déléguées au directeur départemental, qui apporte également un appui aux élus départementaux <p><u>Schéma d'organisation financière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ collecte de la taxe pour frais et du droit additionnel par la CMAR, ▪ élaboration et suivi d'exécution par la CMAR du budget régional (comprenant naturellement toutes les fonctions supports), ▪ affectation de crédits aux départements, ▪ gestion par le niveau départemental du budget affecté par la CMAR <p><u>Incidences sur le patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ prise en compte des transferts de patrimoine entre les entités (actifs, immobiliers, dettes, emprunts, créances, droits et obligations, contrats et conventions), ▪ gestion du patrimoine assurée par la CMAR, ▪ exonération des droits de mutation sur ces transferts et cessions à prévoir